



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉUNION

DIRECTION DE  
L'ENVIRONNEMENT, DE  
L'AMÉNAGEMENT ET DU  
LOGEMENT

Saint-Denis, le

27 DEC. 2018

Service Prévention des Risques  
Naturels et Routiers

Unité prévention des risques  
naturels

**ARRETE N°2018- 421 DEAL/SPRINR**

relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Saint-André

**LE PRÉFET**  
**CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**  
**CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Environnement, notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L.271-4 et L.271-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;

VU le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;



VU l'arrêté ministériel du 16 août 2016 portant nomination de M. Jean-Michel MAURIN directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de La Réunion ;

VU le décret n° 2017-52 du 29 juin 2017 portant nomination du préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion (hors classe) – Monsieur de SAINT-QUENTIN (Amaury) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1472 du 10 juillet 2017 portant délégation de signature à M. Jean-Michel MAURIN directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de La Réunion ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1993 SG/DRCTCV du 19 décembre 2012, relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs mis à jour par les arrêtés préfectoraux n° 3006 SG/DRCTCV du 13 mars 2014, n° 4283 SG/DRCTCV du 27 août 2014, n° 2015-347 DEAL/SPRINR du 23 juillet 2015, n° 2016-062 DEAL/SPRINR du 12 février 2016, n° 2016-336 DEAL/SPRINR du 6 juillet 2016, n° 2017-076 DEAL/SPRINR du 15 mars 2017, n°2018-070 DEAL/SPRINR du 21 mars 2018 et n°2018-415 DEAL/SPRINR du 27 DEC. 2018

VU l'arrêté préfectoral n° 435 SG/DRCTCV du 7 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs, mis à jour par les arrêtés préfectoraux n° 456 du 25 février 2010, n°1841 SG/DRCTCV du 21 novembre 2011, n°2014-565 DEAL/SPRINR du 15 octobre 2014 et n°2017-081 DEAL/SPRINR du 15 mars 2017 pour la commune de Saint-André ;

**CONSIDÉRANT** l'arrêté préfectoral n°2018-2019 SG/DCL/BU du 17 octobre 2018 prescrivant la révision du plan de prévention des risques naturels prévisibles sur la commune de Saint-André relatif aux aléas inondation et mouvements de terrain ;

**SUR** proposition de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture et du directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

## ARRETE

### ARTICLE 1

Les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques majeurs pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de Saint-André sont consignés dans le dossier communal d'informations annexé au présent arrêté.

Ce dossier communal d'informations comprend :

- la liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques majeurs auxquels la commune est exposée sur tout ou partie de son territoire,
- la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer,
- la cartographie des zones exposées.



- le niveau de sismicité réglementaire attaché à la commune.

Ce dossier communal d'informations et les documents de référence mentionnés ci-dessus sont librement consultables en Préfecture et Mairie concernée.

Le dossier communal d'informations est accessible sur le site Internet de la Préfecture de La Réunion.

## ARTICLE 2

Ces éléments d'informations sont mis à jour au regard des situations mentionnées à l'article R.125-25 du Code de l'Environnement.

## ARTICLE 3

L'arrêté préfectoral n° n°2017-081 DEAL/SPRINR du 15 mars 2017 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Saint-André est mis à jour par le présent arrêté.

## ARTICLE 4

Une copie du présent arrêté et le dossier communal d'informations propre à la commune sont adressés à M. Maire de Saint-André,

Une copie du présent arrêté sera adressée à la Chambre Départementale des Notaires et à la sous-préfecture de Saint-Benoît

Le présent arrêté sera affiché en Mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

## ARTICLE 5

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame la Sous-Préfète de Saint-Benoît, Monsieur le Maire de Saint-André et Monsieur le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie leur sera adressée.

**Le Préfet**  
**Pour le Préfet et par délégation,**  
**le Directeur de l'Environnement, de**  
**l'Aménagement et du Logement**

Le Directeur Adjoint DMZ  
Responsable Gestion de crise  
G1.100 Pôle Risques

  
Ivan MARTIN





Code postal 97440

Commune de Saint-André

Code INSEE 97409

### Fiche communale d'information risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués

Annexe à l'arrêté préfectoral

n° 2017-081 DEAL/SPRINR

du 15/03/17

mis à jour par arrêté  
préfectoral n° 2018-  
421 DEAL/SPRINR

du 127 DEC. 2018

#### Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels (PPRN)

- La commune est concernée par le périmètre d'un PPR N  
anticipé approuvé X
- <sup>1</sup> Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :
- |  |       |            |
|--|-------|------------|
|  | aléas | Inondation |
| > Le règlement du PPRN comprend des prescriptions de travaux | oui   | non X      |
- La commune est concernée par le périmètre d'un PPR N  
Prescrit x anticipé approuvé
- <sup>1</sup> Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :
- |  |       |                                     |
|--|-------|-------------------------------------|
|  | aléas | Inondation et mouvements de terrain |
| > Le règlement du PPRN comprend des prescriptions de travaux | oui   | non x                               |
- La commune est concernée par un porter à connaissance dont le PPR N est  
prescrit x anticipé approuvé
- <sup>1</sup> Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :
- |  |             |       |   |
|--|-------------|-------|---|
|  | inondations | aléas | Érosion du trait de cote et submersion marine |
| > Le règlement du PPRN comprend des prescriptions de travaux |             | oui   | non X   |

#### Situation de la commune au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPR M)

- > La commune est concernée par le périmètre d'un PPR M  
prescrit anticipé approuvé
- <sup>2</sup> Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :
- |   |                      |        |
|---|----------------------|--------|
|   | mouvement de terrain | autres |
| > Le règlement du PPR M comprend des prescriptions de travaux | oui                  | non    |

#### Situation de la commune au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPR T)

- > La commune est concernée par un périmètre d'étude d'un PPR T prescrit
- <sup>3</sup> Si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :
- |   |               |                 |                      |
|---|---------------|-----------------|----------------------|
|   | effet toxique | effet thermique | effet de surpression |
| > La commune est concernée par le périmètre d'exposition d'un PPR T approuvé              | oui           | non             | x                    |
| > Le zonage comprend un ou plusieurs secteurs d'expropriation ou de délaissement          | oui           | non             |                      |
| > Le zonage comprend une ou plusieurs zones de prescription de travaux pour les logements | oui           | non             |                      |

<sup>4</sup> Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location.



Code postal 97440

Commune de Saint-André

Code INSEE 97409

### Situation de la commune au regard du zonage sismique réglementaire

> La commune se situe en zone de sismicité classée

zone 1 très faible	zone 2 faible	x	zone 3 modérée	zone 4 moyenne	zone 5 forte
-----------------------	------------------	---	-------------------	-------------------	-----------------

### Situation de la commune au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

> La commune est classée à potentiel radon de niveau 3

oui	non	x
-----	-----	---

### Information relative à la pollution de sols

> La commune comprend un ou plusieurs secteurs d'information sur les sols (SIS)

oui	non	x
-----	-----	---

### Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

> La commune est concernée depuis 1982 par un ou plusieurs arrêtés

. de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle	nombre	11
. de reconnaissance de l'état de catastrophe technologique	nombre	

Pièces jointes \*

### Documents de référence mentionnés à l'article R.125-24 du code de l'environnement

Extraits de documents ou de dossiers permettant la définition des travaux prescrits au regard des risques encourus en application du Code de l'environnement : articles R.125-23, 24, 26 et R.563-4

PPR inondation approuvé le 23 février 2004 : note de présentation, règlement, cartes du zonage réglementaire (consultable sur internet).

### Cartographies relatives au zonage réglementaire

Extraits cartographiques permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus en application du Code de l'environnement : articles R.125-23, 24, 26 et R.563-4

Carte du zonage sismique de la France – consultable sur internet \*

Carte du zonage réglementaire (PPR approuvé le 23 février 2004) – consultable sur internet \*

Cartographies des aléas recul du trait de côte (annexe 2) et submersion marine (annexe 4) – consultables sur internet \*

date 27 DEC. 2018

Le préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement  
Le Directeur Adjoint DMZ  
Responsable Gestion de crise  
Chef du Pôle Risques

Ivan MARTIN

\* Les pièces jointes sont consultables sur le site Internet de la préfecture de département  
www.reunion.gouv.fr